

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Palmier à huile sélectionné

La campagne de plantation lancée avec 1.750.000 plants

La campagne de plantation de palmier à huile sélectionné a démarré le vendredi 27 mai 2022 dans la commune de Sakété. C'est le Directeur ... • (Page 04)

Maintien des filles à l'école

Educo forme les facilitateurs et superviseurs sur le guide de l'animateur

La salle de conférence de Graib-Ong à Azové a abrité les mardi 24 et mercredi 25 mai 2022, un atelier ... • (Page 11)



Développement de la bourse de l'Uemoa

• (Page 03)

Engagement social

Le Groupe BOA met en service plusieurs ouvrages d'assainissement

Une tournée de mise en service de différents ouvrages construits ou réfectionnés a conduit les émissaires de la ... • (Page 04)

Secteur postal au Bénin

L'ARCEP invite les prestataires à s'enregistrer

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de régulation postale, l'Autorité de régulation ... • (Page 05)

Récession économique mondiale

Pourquoi faut-il s'inquiéter ?

Affectée par l'invasion russe de l'Ukraine, la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers, l'économie mondiale s'éclipse lentement mais sûrement, et pourrait se tendre vers une récession dangereuse ... • (Page 02)

Vaccin contre la COVID-19

Plus de peur que de mal, la dose qui protège

La campagne de vaccination contre la COVID-19 a été lancée au Bénin le 29 Mars 2021. Depuis plus d'un an, le vaccin n'a cessé d'être objet de plusieurs polémiques ... • (Page 11)

La télévision en ligne « BRVM TV » lancée

◆ Un coup d'accélérateur pour la culture boursière



Tribune de Luc GNACADJA

• (Page 08)

Arrêtons l'expansion des terres agricoles sur les forêts naturelles !

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	614.01	655.95	772.01	1.47	79.20	38.96	4.8	92.32	167.18	7.91

Récession économique mondiale

Pourquoi faut-il s'inquiéter ?

Affectée par l'invasion russe de l'Ukraine, la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers, l'économie mondiale s'éclipse lentement mais sûrement, et pourrait se tendre vers une récession dangereuse. Il y a des raisons valables de s'inquiéter.



• Issa SIKITI DA SILVA

L'horizon s'est assombri depuis les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI), a martelé Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), la semaine dernière lors d'une session sur les « Perspectives économiques mondiales », tenue à la réunion annuelle de 2022 du World Economic Forum (WEF). Particulièrement préoccupée par des prix des denrées alimentaires qui ne cessent de monter en flèche et l'accès désormais difficile pour les populations vulnérables à une nourriture abordable, la responsable numéro 1 du FMI a souligné que le blocage de l'action contre la crise climatique et l'effondrement des actifs monétaires numériques assombrissent davantage les perspectives.

Bon nombre d'experts ont fait savoir que la situation deviendrait de plus en plus intenable, surtout que le président russe Vladimir Poutine vient de condition-

ner l'ouverture des ports d'Ukraine à la levée des sanctions imposées à la Russie par l'Occident. Plus de 22 millions de tonnes de céréales attendent toujours d'être exportées par l'Ukraine, faute du blocage de la Mer Noire par de navires russes.

Catastrophique

L'économie mondiale va accroître de 4,4 % en 2022, selon le FMI, mais ces projections pourraient être revues à la baisse en raison des conflits et des retombées des sanctions imposées par la Russie. Si l'économie mondiale sombre dans la récession, elle entraînerait une situation particulièrement catastrophique pour l'Afrique où plus de 230 millions de personnes sont déjà sous-alimentées et 130 millions auraient besoin d'aide alimentaire pour survivre.

La situation est particulièrement préoccupante pour les États fragiles et touchés par des conflits, ont averti trois experts du FMI la semaine dernière. « Dans l'en-

semble, la hausse des prix de denrées alimentaires et les pénuries potentielles de blé affectent davantage les pauvres car ils consacrent une part plus importante de leurs dépenses à l'alimentation. Cela va empirer la pauvreté et les inégalités, et augmenterait le risque des émeutes », ont expliqué Jihad Azour, Jeta Menkulasi et Rodrigo Garcia-Verdu.

Par conséquent, la DG du FMI a lancé un appel solennel aux gouvernements d'investir massivement dans l'éducation, la santé et la protection sociale – trois secteurs qui pourraient aider leurs pays à la résilience devant une crise qui annonce déjà la couleur.

En 2019, l'Afrique subsaharienne n'a consacré que 3,5% de son PIB à l'éducation et 4,95% à la santé publique, selon la Banque mondiale. Il serait peu probable que ces montants – déjà précaires par rapport à ceux des pays de l'OCDE – pourraient être augmentés à cause des manœuvres budgétaires très limitées de la plupart de ces pays.

AUX DECIDEURS...

Racket aux frontières !

Forme de chantage de proximité, avec menaces de violence ou trafic d'influence dans le but d'extorquer de l'argent, des objets ou des renseignements. Ainsi se définit le racket. Au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest, les règles qui régissent la vie communautaire prescrivent, entre autres, la libre circulation des personnes et des biens. Ce qui suppose que les Etats membres se sont engagés à lever les obstacles et les entraves à la circulation. En d'autres termes, les barrières policières ne devraient servir qu'à contrôler essentiellement les pièces d'état civil des usagers pour s'assurer de leur identité et de vérifier si ces derniers ne sont pas porteurs éventuellement de produits prohibés. Cette inspection devrait se faire dans un esprit débarrassé d'a priori, donc sans arrière-pensée de vouloir nécessairement causer du tort à l'utilisateur. Mais que constate-t-on ? Exactement le contraire de ce qui devrait s'observer dans un espace communautaire de libre-échange. Aux frontières des pays membres de la CEDEAO, les règles établies pour une libre circulation des personnes et des biens ne sont pas respectées. A Sèmè-Kraké, entre le Bénin et le Nigéria, les usagers sont soumis à des tracasseries de toutes sortes. Exigence de passeport et de collecte de faux frais. Il en est de même à la frontière bénino-nigérienne entre Malanville et Gaya et ce malgré la juxtaposition des postes de contrôle. Les mêmes pratiques ont cours à la frontière du Bénin avec le Burkina Faso. Entre Illacondji au Bénin et Sanvicondji au Togo, la probité des policiers n'est pas parvenue à les soustraire des rackets. Les véhicules en transit sont soumis aux fouilles d'usage. Mais, les agents de sécurité ne s'empêchent guère d'extorquer de l'argent aux usagers. Le même phénomène s'observe aux frontières du Togo avec le Ghana, du Ghana avec la Côte d'Ivoire et ce malgré l'existence d'un autre accord baptisé OCAL : Organisation du corridor Abidjan-Lagos. En définitive, les idées qui ont sous-tendu la création de l'espace communautaire ne sont pas traduites dans les faits. De manière évidente, chaque Etat à travers sa police continue de fonctionner en respectant plutôt les lignes de balkanisation. Avouons que sur ce plan, la CEDEAO n'a pas avancé.

Jean-Claude KOUAGOU

Cari du jour



Eco secret

Côte d'Ivoire : Coris Bank inaugure son nouveau siège d'Abidjan

Démarrés le 30 mars 2019, les travaux du nouveau siège de Coris Bank international en Côte d'Ivoire sont arrivés à terme. Plus de 8 milliards de FCFA ont été investis pour sa réalisation sur une surface totale de 1300 m². Ce nouveau siège qui comprend 7 étages, situé dans la commune de Treichville, a été réalisé par l'architecte ivoirien Ibrahim Konaré de l'Agence Archi 2000. Il a été inauguré le 28 mai 2022 par le ministre ivoirien de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly, parrain de la cérémonie, qui représentait également le vice-président.

Développement de la bourse de l'Uemoa

La télévision en ligne « BRVM TV » lancée

(Un coup d'accélérateur pour la culture boursière)

La chaîne de télévision numérique en ligne de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), dénommée « BRVM TV » est désormais une réalité. Le lancement officiel de la télévision numérique a eu lieu, vendredi 27 mai 2022, au siège de l'institution boursière à Abidjan sous le parrainage de la Ministre de la Culture et de la Francophonie de Côte d'Ivoire. C'était en présence de diverses personnalités et acteurs financiers de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

• Abdul Wahab ADO

La BRVM se rapproche davantage des populations en matière d'accès à l'information boursière et de l'amélioration de la culture financière et boursière grâce à une chaîne de télévision numérique. La mise en place de cette chaîne de télévision numérique s'inscrit dans le cadre des missions fondamentales de la BRVM, à savoir la promotion et le développement du Marché Financier Régional. Le lancement officiel de BRVM TV, une nouveauté majeure sur le marché financier régional, a connu la présence effective de plusieurs personnalités. Il s'agit de Monsieur Florent GALATY, Directeur de Cabinet, représentant la marraine, du président et du Secrétaire général du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers



(CREPMF) et des acteurs de l'écosystème du marché. A l'occasion de cette cérémonie solennelle de lancement, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, Directeur Général de la BRVM et du DC/BR a partagé avec les participants la vision qui a conduit à la naissance de

BRVM TV à savoir le développement de la culture boursière au sein de l'UEMOA afin d'apporter un changement à la vie de nos populations par une meilleure éducation financière. « Cette chaîne de télévision proposera les éléments d'information nécessaires à

une analyse pertinente permettant une bonne compréhension de la bourse et la prise de décisions d'investissement éclairées pour une meilleure allocation des ressources à long terme, une fixation des prix plus rationnelle et une réduction de la volatilité du marché

financier régional », a indiqué le DG de la BRVM et du DC/BR

Quant au Président des Conseils d'Administration de la BRVM et du DC/BR, Dr. Parfait Kouassi, il a indiqué que le lancement de BRVM TV confirme le choix avant-gardiste des pères fondateurs de la BRVM et ouvre une page de l'histoire de la culture financière et boursière dans l'Union. Il faut préciser que la nouvelle chaîne de télévision de la bourse régionale de l'Uemoa dénommée BRVM TV propose des émissions à caractère didactique, pédagogique et informatif telles que l'Ouverture/la Clôture de la BRVM, Parlons Bourse, Investir à la BRVM et l'Entretien de la BRVM. Elle est accessible sur tous les supports de communication numérique tels que son site web (www.brvm.org), Facebook, Twitter,

YouTube, LinkedIn et Instagram. La télévision BRVM TV, permet au public de suivre en permanence toute l'actualité boursière de l'UEMOA.

Pour rappel, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est commune à l'ensemble des huit pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Il s'agit du Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Créée le 18 Décembre 1996 à Cotonou au Bénin, la BRVM est à la fois un succès économique, politique, institutionnel et technique. Il s'agit de la seule Bourse au monde partagée par plusieurs pays, totalement électronique et parfaitement intégrée. La bourse régionale affiche de bonnes performances.



• Les invités de marque



• Le DG de la BRVM



• Les personnalités au lancement

Baromètres Bénin

Référentiel			Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Données Démographiques	Valeur	Sources	Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)
Population	11,49 millions d'habts	Statistiques mondiales (2018)	Référentiel		
Densité de la population	100,17 habts/Km2	Statistiques mondiales (2018)	Economie	Valeur	Sources
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaé), 2015	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaé), 2019
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)	Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)	Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)	Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)	Bénin Taux moyen interbancaire à trois mois	5,76%	Trading economics

Engagement social à SEME-KPODJI, COTONOU, KPOMASSE, TOFFO ET SAVALOU

Le Groupe BOA met en service plusieurs ouvrages d'assainissement

Une tournée de mise en service de différents ouvrages construits ou réfectionnés a conduit les émissaires de la Fondation BOA Bénin à se rendre dans plusieurs communes de notre pays du 17 au 20 mai dernier. La mission était conduite par M. Raimi Sagbohan, Coordonnateur National de la Fondation qui représentait Mme Edwige Ahouanmènou, Présidente de la Fondation BOA Bénin.

Deux modules de classe complètement réfectionnés dans l'Ecole Primaire Publique Kpakpakanmey (Sèmè-Kpodji). Un bâtiment R + 1 entièrement rénové au sein de l'Ecole Urbaine Centre Cotonou-Lagune (Cotonou). Enfin, le mur de la clôture du Complexe Scolaire AGON (Toffo) reconstruit sur plus de cinquante (50 m) de long. Tous ces ouvrages mis en service, les 17 et 18 mai 2022, ont coûté un total de 30-millions 105-mille francs CFA au Groupe BOA. Lesdits travaux découlent de la mise en œuvre du projet « Ma belle école » exercice 2021. L'esprit de ce projet est d'intervenir sur les infrastructures défraîchies des anciennes écoles situées en zone urbaine. Le Complexe Scolaire St Joseph de Copertino a été créé en 2008 par les frères mineurs capucins. Situé à Djéffa dans la commune de Sèmè-Kpodji, le complexe abrite égale-



ment un orphelinat. Depuis ce 17 mai 2022, l'éclairage a pris le pas sur les longues périodes d'obscurité et de baisse de tension au Complexe Scolaire St Joseph de Copertino. Ce, grâce à la générosité de la Bank Of Africa qui lui a offert un parc solaire d'une valeur de près de 22-millions de francs CFA.

A Gogotinkpon dans la commune de Kpomassè, une prouesse de taille a été réalisée par la BOA. La banque a mis en service un champ solaire pour l'élec-

tricité et un mini château d'eau dans l'enceinte du Collège d'Enseignement Général d'Agbanto. Ce mercredi 18 mai 2022, la délégation de la Fondation BOA Bénin y a également inauguré quatre blocs de latrines publiques. En tout, 50-millions de francs CFA d'ouvrages d'assainissement ont été exécutés au profit des populations. Des actions salvatrices qui ont amené la collectivité AGBOGBO à emboîter le pas à la BOA à travers l'exécution de travaux confortatifs

des sites abritant les latrines publiques. Ce jeudi 19 mai 2022, les émissaires de la Fondation se sont rendus à Savalou. Le CEG Tchogodo sis dans l'arrondissement de Ouèssè a bénéficié d'un champ solaire, d'un mini château d'eau et de

deux blocs de huit latrines chacun, tous aux couleurs de la Bank Of Africa. Coût de l'investissement, 45-millions de francs CFA. Du soulagement pour les usagers du collège obtenu grâce à la vision du regretté Benoit MAFFON, ancien

Président de la Fondation BOA au Bénin. Partout, la satisfaction des bénéficiaires était palpable sur les visages. Ce qui confirme l'indéfectible désir du Groupe Bank Of Africa d'assumer sa tradition d'entreprise citoyenne.



Palmier à huile sélectionné

La campagne de plantation lancée avec 1.750.000 plants

La campagne de plantation de palmier à huile sélectionné a démarré le vendredi 27 mai 2022 dans la commune de Sakété. C'est le Directeur Adjoint de cabinet du Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Abdoulaye Toko qui a conduit la cérémonie de cette 3^e édition de cette campagne.

● Bidossessi WANOU

1.750.000 plants sélectionnés dont 125.000 subventionnés par le Gouvernement à mettre en terre. La troisième édition de la campagne de plantation de palmiers à huile sélectionnés a démarré. Cette campagne participe de la revalorisation de la filière afin d'en faire un pôle important de revenus du secteur agricole. Directeur Adjoint de Cabinet du MAEP, Abdoulaye Toko a souligné que c'est compte tenu de l'importance du palmier à huile dans le quotidien des populations béninoises, et au regard de ses multiples fonctions socio-culturelles, culturelle, religieuse, médicale, nutritionnelle et économique que le Gouvernement a décidé de relancer la filière à travers l'élaboration et la mise en œuvre du Programme National de Développement (PND-Palmier à huile) de



la filière pour laquelle des résultats probants sont déjà obtenus après seulement trois ans de mise en œuvre. Promoteur bénéficiant des plants subventionnés par l'Agence Territoriale de Développement Agricole - Plateau (ATDA-Plateau), l'évènement est spécial aux yeux de Sosthène SALAKO, car la filière veut retrouver ses performances d'antan grâce aux réformes menées par le Chef de l'État dans le secteur. Pour lui, la filière avait fait la gloire du Bénin et celle-ci s'annonce à nouveau, ce qui le motive à aller à cette filière. Et les producteurs peuvent déjà se frotter les mains car, les ambitions du PND-Pal-

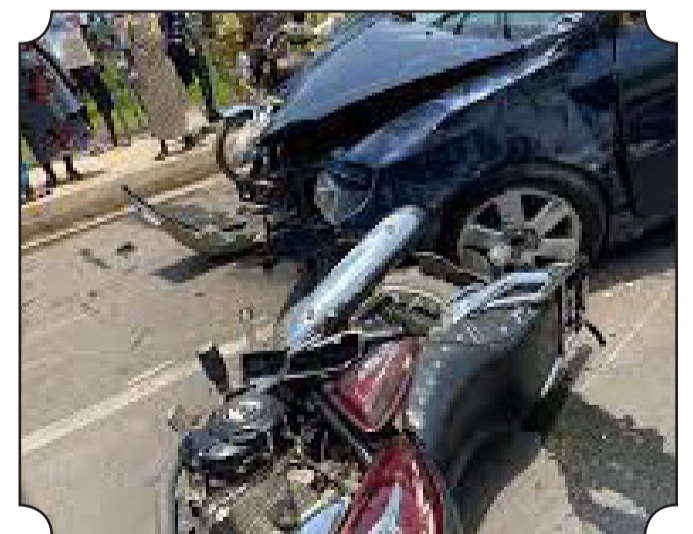
mier à huile sont largement atteints, voire dépassés et ce, grâce au travail assidu et bien accompli sur tous les maillons de la chaîne de production. Il a cité les réformes productives, la paix retrouvée dans la gestion des coopératives, les impacts positifs pour les producteurs et l'économie nationale... Mais tant qu'il y a à faire, rien n'est fait, a confié Monsieur Toko, représentant du MAEP. Présents au lancement, le Préfet du Plateau, Valère Sètonnougbo, Nestor Idohou, maire de Sakété n'ont pas tari d'éloges à l'endroit du Chef de l'État et de son ministre en charge de l'Agriculture. Sachant que le Plateau est le département leader dans la production et Sakété, la première commune productrice au niveau du Plateau, le Préfet et le Maire se sont réjouis du choix d'une de leurs localités pour abriter la cérémonie.

Accident de circulation à Zogbodomey

Une dizaine de morts et d'importants dégâts matériels

Cana Hohoué-Dénou, dans la Commune de Zogbodomey a vécu un week-end lugubre. Et pour cause, il s'est produit, le vendredi 27 mai dernier, aux environs de 12 heures, sur la route Cotonou-Bohicon, un accident meurtrier.

Le bilan est bien lourd. Il fait état de dix morts sur le coup, de cinq personnes blessées et deux véhicules irrécupérables paralysant ainsi la circulation pendant plusieurs heures. « Loin d'être une fiction, l'on a assisté à une scène vraie et horrible », a confié un des témoins. Selon son récit, il s'agit d'un camion transportant le charbon qui circulait sur la route à une vitesse modérée en raison du poids de son chargement. Il en était là quand un autre camion surgit du derrière et s'engage dans un dépassement mauvais. Sans aucune précaution, il s'est retrouvé nez à nez avec un taxi rempli de passagers. Le camion chevauche le véhicule cinq places et l'écrase avec tous son contenu. Comme si cela ne suffisait pas, un second



taxi venant à vive allure de Cotonou s'est incrusté dans l'arrière du camion et se met au milieu de la route. Les passagers du devant n'ont eu aucune chance et sont morts. Par contre, ceux qui sont à l'arrière sont sortis vivants mais avec des blessures graves qui vont certainement leur laisser des séquelles à vie. L'imprudence et l'excès de vitesse étaient à l'ori-

gine du drame. « C'est la folie des conducteurs des camions, bus et autres gros engins qui nous conduit à ces tristes évènements. Ils se prennent pour les rois de la route et font toujours des victimes sur leur passage », dénonce le témoin.

Rock Amadji
(Correspondant
Zou-Collines)



MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA MICROFINANCE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL



Avis d'Appel d'Offres International

Pays : République du Bénin

Nom du Projet : Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

Numéro du Don : 4230-BJ

Intitulé du Marché : Acquisition et distribution de kits scolaires au profit des adolescentes et filles scolarisées dans les 77 communes du Bénin pour les rentrées scolaires 2022-2023 et 2023-2024.

Référence : AOI N°BJ-SWEDD-280312-GO-RFB du 19 mai 2022

1. Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque mondiale (Don IDA n°4230-BJ) pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin), et à l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à l'acquisition et la distribution de kits scolaires au profit des adolescentes et filles scolarisées dans les 77 communes du Bénin pour les rentrées scolaires 2022-2023 et 2023-2024.
2. Le Projet SWEDD-Bénin sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les matériels ci-après : **Sacs à dos scolaires pour écoliers, Fournitures scolaires (cahier, stylo, Kit de géométrie, livres et manuels au programme en République du Bénin, Boîte de couture, Protège cahier, gomme et Taille crayon), Tissus kaki, Gel hydroalcoolique contre COVID-19 et Kits hygiéniques.** Le marché est en lot unique et indivisible.
3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement de juillet 2016 mis à jour en novembre 2017 et révisé en Août 2018 et Novembre 2020 de la Banque Mondiale », et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.
4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de

l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, Attention : La Coordonnatrice du Projet, et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse N° 1 ci-dessous, tous les jours ouvrables de 8 h 00 mn à 12 h 30 mn et de 14 h 00 mn à 17 h 30 mn, heures locales.

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un Dossier d'Appel d'Offres complet en Français contre paiement d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) francs CFA.** La méthode de paiement sera en espèces ou par chèque certifié. Le dossier d'appel d'offres sera obtenu à l'adresse N°1 mentionnée ci-dessous sur présentation du reçu de paiement des frais d'achat ou acheminé par courrier express moyennant paiement des frais d'expédition.
6. Les offres (une originale et trois copies) devront être remises à l'adresse N°1 ci-dessous : au plus tard **le 05 juillet 2022 à 10 heures 00 mn (heure de Cotonou).** La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse N° 2 mentionnée ci-dessous **le 05 juillet 2022 à 10 heures 30 mn, (heure de Cotonou).**
7. Les offres doivent être accompagnées d'une **Garantie de l'offre d'un montant de : Quarante millions (40 000 000) francs CFA.**
Les offres demeureront valides pendant une durée de cent vingt (120) jours à compter de la date de leur ouverture.
8. Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

Adresse N° 1 :

Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au quartier « Les Cocotiers » maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217 Tél : (+229) 21 30 22 26, E-mail : swedd.benin@gmail.com.

Adresse N° 2 :

Salle de conférence au rez-de-chaussée de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, situé au quartier « Les Cocotiers » maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217.

Cotonou, le 19 mai 2022.



Djaoudath ALIDOU-DRAMANE
Coordonnatrice du SWEDD-Bénin

Secteur postal au Bénin

L'ARCEP invite les prestataires à s'enregistrer

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de régulation postale, l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP Bénin) procède au recensement des personnes physiques fournissant les prestations de diverses courses de distribution de colis, des objets, des repas, sur toute l'étendue du territoire national. C'est dans un communiqué signé du Secrétaire Exécutif de l'Arcep Bénin que cette information est portée à la connaissance de tous les acteurs du secteur. Selon le communiqué, les personnes concernées sont invitées à se faire enregistrer sur le site de l'ARCEP Bénin.

Lire le communiqué



Cotonou, le 03 MAI 2022

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de régulation postale, l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP BENIN) procède au recensement des personnes physiques fournissant les prestations de diverses courses, de distribution de colis, objets et/ ou repas, sur toute l'étendue du territoire national.

A cet effet, elle invite les personnes concernées à se faire enregistrer sur son site web à l'adresse : www.arcep.bj ou par le lien : <https://forms.gle/hUyrdapKSN7gUj1uG9> à compter du 03 mai au 30 juin 2022.

L'ARCEP BENIN rappelle que ce recensement est gratuit.

Pour tout renseignement complémentaire, appelez gratuitement le 131 ou écrire à l'ARCEP BENIN à l'adresse email : contacts@arcep.bj



Hervé Coovyl GUEDEGBE
Le Secrétaire Exécutif

+229 21 31 01 85
+229 21 31 08 61
contacts@arcep.bj
www.arcep.bj
01 BP 2034 Cotonou

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal
des décideurs**

Emploi

Tout savoir sur le salaire minimum en France

Le smic évolue en fonction de l'inflation, de l'indice des prix à la consommation et du salaire moyen des ouvriers et employés. Voilà plus de soixante-dix ans que la loi française a instauré une rémunération minimale en dessous de laquelle il est illégal d'employer quelqu'un. Le smig, devenu le smic, constitue le socle de la réglementation du travail en France. C'est à la présidence socialiste de Vincent Auriol que l'on doit la création du smig pour « salaire minimum national interprofessionnel garanti », comme il s'appelait alors. Dans le contexte d'après-guerre, la loi du 11 février 1950 entendait restaurer la liberté de négociation des salaires, notamment grâce aux actions collectives des syndicats, après onze ans de contrôle absolu par l'État. Afin d'éviter certaines dérives, la législation a donc instauré le smig pour pallier l'absence de concertation dans les secteurs où les organisations professionnelles étaient faibles. À l'époque, il était fixé à 64 (anciens) francs brut de l'heure en région et à 78 francs à Paris. Ceci dit, le gouvernement n'entendait pas en faire une référence ni que son éventuelle augmentation ne se répercute sur l'ensemble des autres salaires, comme le réclamait déjà certains syndicats, en tête desquels la CGT.

L'arrivée du smic

En se basant uniquement sur l'inflation, le smig n'a cependant pas permis d'empêcher que l'écart entre les



plus hauts et les plus bas salaires ne se creuse. Vingt ans plus tard, la révolution sociale de mai 1968 a alors donné lieu à de fortes revendications des syndicats réclamant une augmentation de 35 % du salaire minimum.

Face à l'ampleur du mouvement, la présidence gaulliste de Georges Pompidou a donc acté l'échec du smig et l'a remplacé par le smic, le salaire minimum interprofessionnel de croissance, à travers une loi du 2 janvier 1970 qui entendait mieux répartir les fruits de la croissance.

Une évolution forte

Cette rémunération plancher évolue en fonction de trois mécanismes. Chaque année, une revalorisation automatique a lieu au 1er janvier en tenant compte de façon partielle du gain de pouvoir d'achat du salaire horaire moyen des ouvriers et des employés. Cette évolution se base en outre sur l'inflation pour les 20 % des ménages ayant les revenus les plus faibles. En complément, une revalorisation s'opère en cours d'année,

dans le mois qui suit toute augmentation d'au moins 2 % de l'indice des prix à la consommation publié par l'Insee. Enfin, le gouvernement se réserve le droit de booster le salaire minimum à tout moment et de façon discrétionnaire, en allant au-delà des mécanismes en place.

Ces fameux « coups de pouce » ont d'ailleurs servi à réduire les inégalités salariales durant toute la décennie 1970, en contribuant à faire rapidement grimper le smic de 3,36 francs brut de l'heure cette année-là jusqu'à 13,37 francs en 1980. Si le salaire minimum a depuis largement augmenté, en passant de 6,67 à 9,40 euros brut horaire entre 2001 et 2012, aucune hausse supplémentaire, en dehors des mécanismes automatiques, n'a été appliquée depuis cette date. En revanche, du fait de l'augmentation des prix à la consommation, le smic est passé de 10,57 euros au 1er janvier 2022 à 10,85 euros au 1er mai.

20 minutes du 27 mai 2022

Financial Afrik

Transport

Singapour fournira des programmes de formation aux professionnels de l'aviation en Afrique



En près de 25 ans de collaboration, Singapour a formé des milliers de professionnels de l'aviation en Afrique. Dans la continuité de cette collaboration, les deux parties viennent de conclure un nouvel accord qui permettra de proposer des formations, selon les besoins des bénéficiaires. L'Autorité de l'aviation civile de Singapour (CAAS) et la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC) ont signé un protocole d'accord dans le domaine de la formation et du partage des connaissances, au cours des trois prochaines années, selon un communiqué publié par la CAAS le samedi 21 mai. L'accord prévoit que l'institution singapourienne fournisse des programmes de formation aux professionnels de l'aviation de 54 Etats membres de la CAFAC. Ces programmes seront déclinés en trois piliers. Le premier pilier sera présenté sous forme de bourses d'études. Les professionnels africains bénéficiaires suivront une formation à la Singapore Aviation Academy (SAA), la branche de formation de la CAAS, dans des domaines tels que la gestion de l'aviation civile et des aéroports, la sûreté et la sécurité de l'aviation et les enquêtes sur les accidents. Le deuxième pilier consiste en des programmes sur site personnalisés en fonction des besoins de formation des Etats membres du CAFAC. Le dernier pilier se présente sous forme de programmes d'échange de directeurs généraux. Une table ronde sera organisée chaque année pour les directeurs généraux de l'aviation civile, afin de faciliter l'échange de connaissances sur les questions aéronautiques émergentes et de soutenir le développement de l'aviation en Afrique. « Le protocole d'accord est une affirmation de notre engagement continu à développer le capital humain pour l'avancement de l'aviation civile en Afrique, et à permettre une reprise sûre et durable du secteur mondial de l'aviation civile. Nous sommes impatients d'accueillir les professionnels de l'aviation des Etats membres de la CAFAC à la SAA, ainsi que d'apporter les programmes de la SAA dans la région », a déclaré Tay Tiang Guan, directeur général adjoint de la CAAS. Ce n'est pas la première collaboration en matière de formation entre la CAAS et la CAFAC. Le premier accord du genre date de 2017. Depuis cette année, le gouvernement de Singapour a octroyé plus de 2460 bourses de formation aéronautique et plus de 8000 professionnels de l'aviation ont été formés à la SAA. D'après Silas Udahemuka, président de la CAFAC, la particularité de cette nouvelle collaboration est que les formations seront dispensées en fonction des lacunes en matière de compétences identifiées dans le cadre de l'enquête sur les besoins en formation qui vient d'être lancée.

Usines d'engrais

Le Nigeria importera 105 000 tonnes de potasse de la Russie et du Canada

Au Nigeria, les besoins en engrais sont élevés au regard de la nécessité de développer la production agricole pour nourrir une population de près de 200 millions d'habitants. A l'heure où les prix de la matière première sont en hausse, l'approvisionnement des usines locales est une priorité. Au Nigeria, les autorités achèteront 105 000 tonnes de potasse depuis la Russie et le Canada pour permettre aux usines d'engrais de disposer



des matières premières nécessaires à leur fonctionnement. L'annonce a été faite le jeudi 26 mai dernier par Uche Orji, directeur de l'Autorité des investissements souverains du Nigeria (NSIA). Dans les détails, le responsable indique que 35 000 tonnes proviendront de la Russie alors que le volume restant viendra du Canada. Les deux stocks devraient respectivement entrer dans le pays d'ici les 3 et 6 juin. Plus largement, ce recours du Nigeria aux deux principaux fournisseurs mondiaux de potasse entre dans le cadre d'un programme du gouvernement nigérian visant à développer sa capacité à produire des engrais mélangés. Elle intervient dans un contexte de flambée des cours des engrais dans le sillage de la guerre russo-ukrainienne qui a aussi bouleversé le marché des céréales. Il faut rappeler que déjà en avril dernier, le géant ouest-africain avait acquis en urgence des cargaisons de potasse du Canada suite à l'incapacité de la Russie de lui en livrer en raison des différentes mesures de sanctions prises par pays occidentaux.

Ecofin du 29 Mai 2022

Distinction

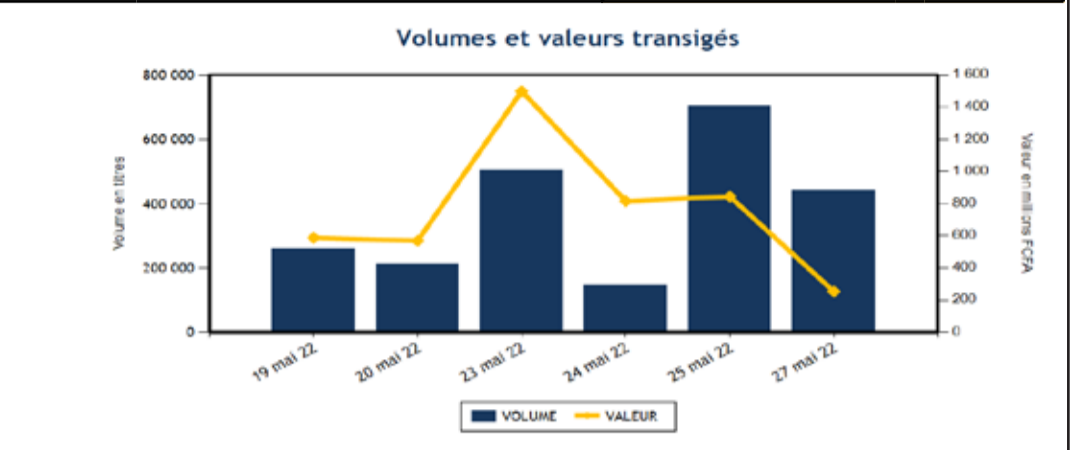
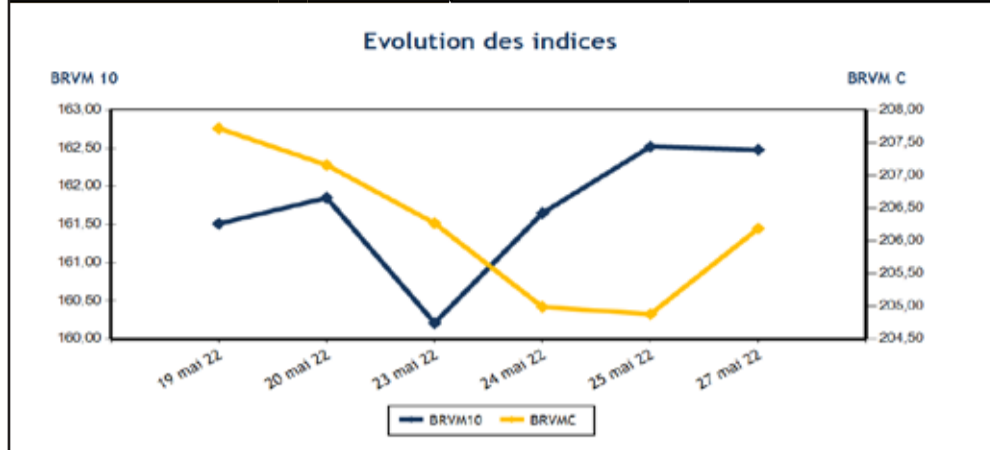
La présidente de la Tanzanie, Samia SULUHU HASSAN, lauréate du trophée Babacar Ndiaye

Sur invitation spéciale du président du Ghana et du Président de la Banque africaine de développement, Samia SULUHU HASSAN, présidente de la Tanzanie, a reçu le trophée Babacar Ndiaye édition 2022 en marge des assemblées annuelles de la BAD qui se tiennent à Accra du 23 au 27 mai 2023. Le prix Babacar Ndiaye récompense les leaders africains visionnaires et orientés vers des projets d'infrastructures stratégiques et intégrateurs. Dans ses efforts pour relever le niveau logistique de son pays, Samia SULUHU HASSAN a pu décrocher auprès de la Banque africaine de développement une enveloppe 290 millions de US dollars dans le cadre de la

redynamisation des transports routiers, ferroviaires et aériens du pays. Ce qui lui a permis d'améliorer la qualité des routes et surtout d'engager une commande de plus de 1400 wagons d'une enveloppe estimée à 172 millions de US dollars auprès du constructeur chinois la chinese Corporation Ltd. Tenant compte de sa vision et de son leadership, le comité chargé de la désignation du lauréat du super prix de grand bâtisseur- Trophées Babacar Ndiaye édition 2022 lui a attribué ce prix remis par Solomon Quaynor, Vice-président de la BAD chargé des infrastructures et de l'industrialisation. Dans sa brève allocution suite à la réception du prix Babacar Ndiaye, la présidente

tanzanienne a d'abord remercié l'initiateur et le parrain de l'événement. « Le continent a besoin de routes et de voies ferroviaires qui propulsent l'intégration économique », dira-t-elle appelant à une mise à niveau des infrastructures d'intégration et de développement. En marge des Assemblées générales de la BAD, Samia SULUHU HASSAN a participé au grand panel du dialogue présidentiel tenu le 24 mai sur les défis climatiques du continent africain. Première présidente musulmane en Afrique, Samia SULUHU s'est imposée en peu de temps par son leadership personnel et sa vision optimiste d'une Afrique prospère et intégrée.

BRVM 10	162,48		BRVM Composite	206,19
Variation Jour	↓ -0,02 %	BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 101 vendredi 27 mai 2022 Site : www.brvm.org	Variation Jour	↑ 0,64 %
Variation annuelle	↑ 5,84 %		Variation annuelle	↑ 1,93 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 206 809 510 062	0,64 %
Volume échangé (Actions & Droits)	440 214	-36,52 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	248 821 903	-68,11 %
Nombre de titres transigés	42	7,69 %
Nombre de titres en hausse	16	45,45 %
Nombre de titres en baisse	15	-16,67 %
Nombre de titres inchangés	11	10,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 836 795 462 670	-0,13 %
Volume échangé	466	-95,10 %
Valeur transigée (FCFA)	4 633 400	-92,69 %
Nombre de titres transigés	2	100,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAPH CI (SPHC)	5 900	7,27 %	13,57 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 705	7,23 %	-2,57 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 390	6,92 %	-17,26 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 945	5,66 %	-15,54 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	9 700	5,43 %	-7,62 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 005	-7,37 %	-0,99 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	800	-5,88 %	-32,77 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	5 700	-3,39 %	7,55 %
SODE CI (SDCC)	4 800	-1,84 %	11,76 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	5 750	-1,54 %	12,75 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	104,52	0,54 %	-5,08 %	11 246	43 087 495	25,35
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	479,37	0,06 %	6,80 %	13 403	84 126 765	9,55
BRVM - FINANCES	15	76,68	1,24 %	-0,58 %	399 380	59 544 723	7,27
BRVM - TRANSPORT	2	409,72	0,88 %	-34,14 %	2 762	4 613 490	6,56
BRVM - AGRICULTURE	5	335,68	2,15 %	37,96 %	6 648	44 649 730	5,91
BRVM - DISTRIBUTION	7	361,64	-1,61 %	-11,24 %	5 131	10 098 700	31,43
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	2 035,91	0,00 %	126,03 %	1 644	2 701 000	19,81
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,13	
Taux de rendement moyen du marché	6,10	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,15	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 376 694,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 644 883 243,93	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,73	
Ratio moyen de satisfaction	18,92	
Ratio moyen de tendance	506,96	
Ratio moyen de couverture	19,73	
Taux de rotation moyen du marché	0,04	
Prime de risque du marché	6,41	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - Le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN 001 BP 8690 RP uca@ucasgi.com (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00 (229) 21 31 00 21 www.ucasgi.com	 Carré 211 St Michel immeuble SGI-Bénin 01 BP 4546 Cotonou. Tél : (229) 21 31 15 41 21 31 15 71	 Groupe BMCE BANK BOA CAPITAL SECURITIES Siège BOA Benin, Boulevard de France Tel : (229) 21315343/64182121	 SOCIETE DE BOURSE Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration 01 BP 8668 RP Cotonou contact@agi-agi.com +229 21318733 +229 21316066	 Avenue Steinmetz Face Immeuble Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN Tél : (229) 21 31 88 35 / 21 31 88 36	 BIIC Financial Services Société de gestion et d'intermédiation Boulevard Saint Michel Immeuble Agence BIIC Dantokpa 01 BP. 7700 Cotonou Tél. +229 21324875 Tél. +229 21324876 sgjbs@biic-financialservices.com
--	--	---	--	---	---

Tribune de Luc GNACADJA

Arrêtons l'expansion des terres agricoles sur les forêts naturelles !

J'ai lancé cet appel du haut de la tribune du 15ème congrès mondial sur les forêts tenu du 2 au 6 mai 2022 à Séoul (Corée du Sud) avec une pensée particulière pour l'Afrique et surtout pour le Bénin mon pays où cette problématique est cruciale pour le développement durable.

En effet, le Bénin connaît des processus accélérés de déforestation et a perdu 48% de sa forêt dense en l'espace de 35 ans ; au cours de la décennie 2000 – 2010, 98% de la perte des forêts était due à l'expansion de terres agricoles. C'est l'une des causes principales de la vulnérabilité croissante et systémique du pays face aux changements climatiques. Et, parce qu'il n'a pas pris une ride, bien au contraire, l'essentiel de l'argumentaire utilisé ci-après pour étayer mon appel est extrait d'un article que j'ai publié dans les quotidiens La Nation et la Nouvelle Tribune en mars 2018.

La terre est le premier capital de l'économie béninoise, mais un capital en péril !

Le secteur agricole génère 32% du PIB national, 75 % des recettes d'exportation, et fournit environ 50 % des emplois. La terre est donc le premier capital de l'économie béninoise et la base des moyens de production et de subsistance des populations. Et je salue la formidable impulsion donnée depuis 2016 au secteur agricole. Mais il apparaît que notre agriculture est globalement prédatrice de sa ressource de base car les pratiques agraires sont hautement préjudiciables à la conservation de la fertilité et des qualités régénératrices de la terre. Au nombre des causes premières de la dégradation des terres et des paysages agroforestiers au Bénin, on peut principalement citer les monocultures et autres pratiques agraires et agropastorales inappropriées ou dépassées par rapport à la nature et à l'état des sols, mais aussi le déboisement quasi-systématique des terres emblavées qui accélère l'érosion des sols. Comme un serpent qui se mordrait la queue, la dégradation des terres est aussi une « maladie climato-virale » (pour emprunter la formule bien imagée de l'artiste Eric-Hector Hounkpe) car les processus de dégradation sont accélérés et leurs impacts aggravés par les chocs climatiques tels les sécheresses et les inondations.

La dégradation des terres, c'était l'équivalent de 8% du PIB national durant la décennie 2000-2010 !



Au cours de cette décennie, ce phénomène a érodé chaque année, l'équivalent de 220.000 ha de nos terres et paysages agroforestiers productifs, soit au cours de cette décennie de référence, une superficie totale d'environ 19% du territoire national ! Pour la même période de référence, l'impact socio-économique d'une telle perte pour mon pays a été estimé à l'équivalent de 8% de son PIB chaque année (valeur de l'an 2000), soit environ de 280 milliards de francs CFA par an ! La proportion de la population directement affectée, c'est-à-dire vivant sur des terres dégradées, s'est accrue de 37% entre 2000 – 2010. En 2010, 32% de la population rurale béninoise était affectée contre une moyenne africaine de 23%. C'est ainsi que le Bénin se classe parmi les pays africains les plus affectés par la dégradation des terres.

Nos « forêts classées » deviennent des « champs classés »

Il en est de même pour les autres forêts de l'Alibori supérieure, des Trois rivières etc. qui sont devenues des « champs classés » au lieu d'être des « forêts classées » (R D Houdanon) Photos prises le 03 mai 2022.

Crédit Photo : M. Houdanon
Roël Dire

La dégradation des terres est une menace structurelle pour l'atteinte des objectifs du PAG ainsi que de ceux de développement durable, ne serait-ce que parce qu'elle induit :

1. Une forte baisse de la productivité agricole qui dans certains cas a pu atteindre 50% sur la période de référence ;

2. Une forte expansion des terres agricoles de l'ordre de 5% par an depuis 1975 (soit presque le double de l'accroissement naturel de la population), l'expansion

des superficies emblavées pour compenser la baisse de productivité a été de l'ordre de 50.000 ha par an durant la période 2000-2010 ;

3. Une perte accélérée du couvert forestier ou végétal, la forêt dense ne couvre désormais qu'environ 0,29% du territoire (CENATEL) ;

4. Des impacts négatifs sur le plan écologique en particulier en aval des zones dégradées ou déboisées comme l'érosion des sols, des inondations plus fréquentes et exceptionnelles comme à Banikoara en 2016, une perte accélérée de la diversité biologique, la pollution des ressources en eau ;

5. Une vulnérabilité accrue face aux changements climatiques compte tenu du rôle régulateur des forêts et du couvert végétal dans le climat, cette perte a entraîné une exacerbation des aléas climatiques (sécheresses, dérèglement du régime des précipitations entraînant des inondations) ;

6. Une pauvreté structurelle et une précarité alimentaire dans les zones affectées.

En résumé, en milieu rural, un peu plus au Bénin qu'ailleurs en Afrique, la cartographie de la dégradation des terres et des paysages agro-pastoraux et forestiers est largement corrélée par celle de la pauvreté, de la précarité alimentaire et de la forte vulnérabilité au changement climatique.

La Gestion Durable des Terres (GDT), un vaccin efficace contre la dégradation des terres.

La GDT est au cœur des enjeux de développement durable : croissance durable et inclusive, sécurité alimentaire, préservation de la biodiversité, adaptation aux changements climatiques et atténuation des émissions de

gaz à effet de serre (GES) du secteur agricole, etc.

La gestion durable des terres désigne génériquement les politiques, systèmes et pratiques d'utilisation des terres qui permettent de répondre à l'évolution des besoins humains (en matière de services écosystémiques issus de l'agriculture, de la sylviculture et de la conservation), tout en préservant

le bon fonctionnement à moyen et long terme des fonctions biologiques, socio-économiques et écologiques des terres.

Elle nécessite une combinaison des technologies et pratiques (cultures mixtes ou associées, rotation des cultures, agroforesterie, pâturage bien planifié, mutation de la transhumance vers l'élevage en enclos, etc.),

des politiques et des activités visant à intégrer les principes socio-économiques aux préoccupations environnementales, de manière à simultanément maintenir et améliorer la fertilité et la productivité, à améliorer la capacité des sols, à prévenir, éviter et inverser les processus de dégradation tout en étant socio-économiquement viable et rentable.

Les enjeux de la gestion durable des terres

La GDT peut booster durablement l'économie nationale tout entière. Une étude réalisée en 2015 et couvrant 42 pays au Sud du Sahara dont le Bénin, a établi que le coût des investissements pour la mise en œuvre de la GDT n'équivalait, en moyenne qu'à un septième des coûts socio-économiques engendrés par l'inaction face à la dégradation des terres. Cette étude a conclu que de tels investissements pouvaient induire une croissance du PIB de l'ordre de 5% par an sur une période de 15 ans !

Prenons l'exemple de l'anacardier

Le Bénin s'est hissé au rang appréciable de 5ème producteur mondial de noix de cajou (24,87% des revenus agricoles d'exportation et 7% au PIB agricole), mais au prix d'une expansion des terres agricoles. Notre pays dispose d'une bonne marge de progression dans la production de cette spéculatrice surtout si les nouvelles plantations n'occasionnent pas davantage de déforestation mais contribuent plutôt à restaurer les terres déjà dégradées. Justement, l'anacardier s'y prête bien. En effet, il est « bien adapté à l'environnement du Bénin central. Il demande très peu d'intrants et peut bien se développer et produire même sur des sols pauvres. C'est pourquoi, il convient particulièrement bien à la réhabilitation des terres dégradées ». Ce qu'il faudrait, c'est une stratégie appropriée avec des mesures incitatives afin de réaliser un tel potentiel, en revitalisant les plantations existantes et en ciblant délibérément, pour réaliser de nouvelles plantations, les terres déjà dégradées dans les zones de prédilection de l'anacardier.

Pourquoi le statu quo ne peut pas promouvoir une gestion durable des terres ?

Parce que les incitations (explicites ou implicites des politiques nationales en matière agricole et d'utilisation des terres) poussent davantage à dégrader et emblaver de nouveaux espaces naturels ou forestiers, qu'à une intensification écologiquement durable et une restauration des terres déjà dégradées. Par exemple, la politique des quotas annuels de terre à emblaver au profit de monocultures pourrait entre autres être accompagnée d'incitations à restaurer les terres déjà dégradées afin de les utiliser à nouveau.

Un plan d'action a été adopté en 2018 pour impulser la gestion durable des terres au Bénin, avec pour objectif général de « Promouvoir la gestion durable des terres et des paysages agroforestiers à tous les niveaux d'utilisation des terres par la suppression des pratiques / technologies de dégradation dans une perspective de restauration ». Le Bénin s'est fixé prioritairement comme ambition d'atteindre la neutralité en matière de dégradation des terres (autrement dit l'inversion des processus de dégradation) d'ici à 2030 à travers la restauration d'au moins 50% (soit 1,25 million ha) des terres dégradées au cours de la période de référence 2000-2010, et limiter à 5% (398 200 ha) la perte des terres non dégradées (forêts et savanes), afin de préserver les écosystèmes terrestres et aquatiques avec une amélioration nette du couvert végétal de 12% (1 364 604 ha).

Pour atteindre cet objectif crucial pour le développement durable de notre pays, il faudra, comme déjà inscrit dans ledit plan d'action, effectivement changer le paradigme qui régit les politiques publiques en matière de gestion des terres agricoles, et assurer l'adoption à tous les niveaux du paradigme « Éviter – Réduire – Restaurer » qui est celui de la GDT.

Évaluer la mise en œuvre du plan d'action national sur la GDT au Bénin

Quatre ans après son adoption, il sera utile pour l'action publique d'évaluer la mise en œuvre de ce plan d'action. Assurer l'intensification écologique de notre production agricole et, pour satisfaire nos besoins en terres cultivables pour l'expansion agricole, restaurer et utiliser nos terres agricoles dégradées, est possible et économiquement rentable (en moyenne 7 à 30 francs de retour sur investissement pour chaque franc investi). Par ailleurs, c'est bon pour le climat (adaptation et atténuation) et la conservation de la biodiversité.

C'est aussi l'objectif de la décennie 2021-2030 des Nations Unies sur la restauration des écosystèmes dégradés. Il nous reste encore 8 ans pour guérir notre pays, notre planète en restaurant les écosystèmes que nous avons dégradés.

Mettons-nous au travail chers amis !

Luc GNACADJA

Président de GPS-Dev

Président du Groupe de travail scientifique de la Décennie des Nations Unies pour la Restauration des Écosystèmes Ancien Secrétaire Exécutif de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification

Ancien Ministre de l'Environnement

Gouvernance politique en Afrique

Diagnostic et autopsie des Coups d'Etat à la Chaire Unesco DPHD/UAC

La Chaire Unesco des droits de la personne humaine et de la démocratie a organisé en présentiel et visioconférence le samedi 28 mai 2022 à l'Université d'Abomey-Calavi (UAC), un podium-discussion sur les coups d'Etat en Afrique avec le soutien de la Fondation Konrad Adenauer. Plusieurs conférences ont été données à l'occasion par divers chercheurs et universitaires sous la houlette des professeurs Alioune Sall, juge honoraire de la Cour de justice de la CEDEAO, membre de la commission du droit international de l'ONU et de Samson Igor Guèdègbé, titulaire de la Chaire Unesco DPHD en présence d'auditeurs, de chercheurs à la chaire Unesco, de praticiens du droit international et autres curieux.

● Bidossessi WANOU

Entre 1950 et 2000, on a enregistré 82 coups d'Etat dans les pays africains. La situation a connu une accalmie mais a repris de plus belle depuis peu. Ainsi, on en dénombre cinq (05) entre 2019 et 2022. Pendant que ces militaires s'imposent avec les armes, des civils tripatouillent les textes, un coup d'Etat institutionnel également. Préoccupée par la situation, la Chaire Unesco des droits de la personne humaine et de la démocratie a consacré un podium-discussion au sujet. « Coups d'Etat des cols blancs et coups d'Etat militaire : les peuples africains entre le marteau et l'enclume » ; c'est sur ce thème qu'universitaires, chercheurs, auditeurs de master et autres passionnés des sujets de droit et de gouvernance ont opiné pour en

conclure : « le coup d'Etat des cols blancs, le coup d'Etat des militaires, ni l'un, ni l'autre ». Pour y parvenir, trois différentes communications ont meublé ce podium-discussion : Coups d'Etat des cols blancs en Afrique : la personnalisation du pouvoir en débat ; regards sur les coups d'Etat militaire justifiés par la lutte contre le terrorisme et enfin, coups d'Etat des cols blancs ou coup d'Etat militaire : quel choix ? « L'édition de la réflexion cette année est placée sous le signe de la paix. C'est pour ça que la réflexion est orientée sur ce thème...L'économie de l'activité, c'est de permettre aux communicateurs et aux divers intervenants d'ouvrir des fenêtres et rien que des fenêtres pour que ensemble autant que vous êtes qui êtes assis là, vous puissiez apporter votre mot à tout ce qui se dit ou se joue dans



l'avenir », a fait savoir Samson Igor Guèdègbé, titulaire de la chaire Unesco dans son mot introductif. Assurant la leçon inaugurale aux communications et en guise de généralité, Professeur Alioune Sall, a fait l'histoire des coups d'Etat sur le continent, l'évolution, les éléments nouveaux dans les derniers coups d'Etat et surtout les leçons qu'il faille tirer. Selon l'universitaire, l'Afrique a enregistré à ce

jour depuis 1960 une quarante-cinq de coups d'Etat. A l'origine, généralement, des problèmes de gouvernance, d'instauration d'une nouvelle idéologie, mettre fin à des rivalités, ou encore en cas d'incapacité du pouvoir à assurer la sécurité de la population, les limites des processus électoraux... Dans le temps, les mobiles ont cependant évolué et l'élément nouveau ces dernières années, c'est la don-

née terroriste et sécuritaire face auxquelles, les militaires putschistes, vitupèrent la stratégie militaire et la politique sécuritaire de leurs Etats. Mais pour l'heure, ces « révoltes militaires » n'ont rien pu au phénomène, selon les communicateurs. Sur la réaction de la CEDEAO qui se résume à la condamnation des putschs, Alioune Sall estime qu'il faudra aller au-delà et s'intéresser maintenant à la gouvernance sachant que les coups d'Etat notamment militaires, contestent une stratégie. La preuve en est le soutien fort aux militaires putschistes dans certains Etats. Ainsi, l'heure n'est-elle pas venue pour que la CEDEAO se mette à l'unisson des opinions nationales ? s'est interrogé Alioune Sall. Quant à l'immixtion des militaires dans la politique, il a pointé du doigt un défaut de professionnalisation des armées

qui face à l'ennui, se résout à faire de la politique. Mais, « Les militaires ne sont pas faits pour la politique, ils ont le monopole de la force avec les armes », a souligné, l'universitaire. Les communicateurs, tout comme l'ancien président des Etats-Unis Barack Obama, ont approuvé le besoin d'institutions fortes pour l'Afrique. Mieux, l'éducation civique doit retrouver ses lettres de noblesse du fait de la malhonnêteté des dirigeants aptes à jouer avec l'esprit des textes et lois, tripatouillant du coup les constitutions et lois électorales en leur faveur. Il faut rappeler qu'à l'ouverture et à la clôture des discussions, Samson Igor Guèdègbé, titulaire de la chaire Unesco a témoigné les reconnaissances de la Chaire Unesco DPHD à la fondation Konrad Adenauer pour son soutien.

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdjì zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMORGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Noël Y. TETEGOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Crespin N'SODAI

(96564330)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Romuald NOUEDJJI

(Correspondant Mono-

Couffo)

BCEAO

XOF 4,340 billion for the 21st Weekly Cash Injection

BCEAO, the Central Bank of West African States, has injected 4,340 billion XOF of liquidity into the WAEMU interbank market as part of its 21st open-market operation of the year 2022. As the call for tenders maintained the same bidding conditions at the fixed interest rate of 2%, 93 participating commercial banks were able to refinance themselves in line with their liquidity needs. In total, the Ivorian banking sector with the densest banking network leads with a refinancing amount of XOF 1,262 billion. It is followed by the Senegalese banking sector with XOF 799 billion. Benin ranks third with XOF 786 billion, a slightly lower amount than the



20th weekly cash injection where the country raised XOF 789 billion.

The summary is as follows:

- Benin : 786,800,000,000 XOF
- Burkina Faso: 564,724,000,000 XOF
- Côte d'Ivoire: 1,262,250,000,000 XOF
- Mali : 366,740,000,000 XOF

- Niger : 314,135,000,000 XOF
- Senegal : 799,870,000,000 XOF
- Togo : 177,950,000,000 XOF
- Guinea-Bissau: 68,270,000,000 XOF

Note that the amount of the 21st weekly injection of liquidity is slightly lower than the previous one (XOF 4,405 billion).

Improving Benin's Energy Capacity

Four 50 Megawatt Solar Power Plants

The government of Benin held the regular Council of Ministers session on Wednesday, 25 May 2022. The decisions resulting from this government meeting include a project to set up four photovoltaic solar power plants in four Benin cities.

On the path to strengthening energy production capacities, the Benin government is not giving up. Besides, the last Council of Ministers decided to sign four concession agreements, four contracts for the purchase of electrical energy, four contracts for connection to the electrical network and four building leases following the "Build, Operate, Own and Transfer" mode. The government also underlined that the implementation of this project would make it possible to generate 50 MW through four power stations and specified that it is part of their will "to increase electric power supply by strengthening the production capaci-



ties at the national level for greater access to reliable energy". In order to rapidly implement the project, which will increase Benin's clean and renewable energy production by 25%, the Council expressed its support for the prompt signing of contracts. To this end, four energy procurement contracts will be transferred

to the Benin Power Generation Company (SBPE). On the other hand, the Council of Ministers has set hours during which noise is not allowed in Benin. These hours include from 1:00 p.m. to 3:00 p.m. and from 10:00 p.m. to 6:00 a.m. on work days, and from 8:00 p.m. to 10:00 p.m. on weekends.

Ouverture de voies dans les arrondissements

Rufino d'Almeida amorce l'urbanisation d'Avogbana, Agongointo et de Gbangnicon

Le mercredi 15 mai dernier a été une journée marathon pour le maire de Bohicon. Me Rufino d'Almeida, accompagné des membres de son cabinet et des cadres de la mairie, a fait d'une pierre deux coups. Il a procédé dans la matinée à la réception d'une quinzaine de kilomètres de voies à Avogbana Zoungoudo et à Agongointo. La soirée a été par contre consacrée au lancement des travaux d'ouverture de voies à Gbangnicon, Sogba, Agonvèzoun et autres dans le deuxième arrondissement.

Cette action d'envergure réalisée par le maire vise l'urbanisation quartiers de villes et la mobilité urbaine. « L'ouverture de la voie est le premier pas sur le chantier du développement. Sans la voie, la population ne peut pas avoir accès aux infrastructures sociales de base. Sans la voie, pas d'eau, de l'électricité, ni la fibre optique », a fait savoir Me Rufino d'Almeida pour justifier la pertinence de sa politique de développement. A Avogbana Zoun-

goudo autrefois laissé pour compte comme Agongointo, les populations sont débordées de joie. Célestin Lokonon, conseiller communal, natif de la localité, au nom de ses parents, a témoigné la reconnaissance des administrés à l'édile de Bohicon, qui selon lui, est un homme de parole et de développement qui est souvent à l'écoute de ses administrés. A Dah Tonou, porte-parole des sages de renchérir : « C'est pour la première fois qu'un maire accorde autant d'attention au

quartier Zoungoudo ». Un constat que confirme Arnaud Tohossoussi. « Je suis très ému car depuis l'avènement de la décentralisation, je n'ai jamais vu dans le quartier Zoungoudo, des actions de développement de ce genre ». A Manaboè, dans Agongointo, même sentiment de satisfaction chez les citoyens de cette localité qui peuvent désormais rallier facilement les différents quartiers de cet arrondissement.

Les quartiers du 2^{ème} arrondissement désenclavés

Communication Industry In Africa

ASCOM 2022 To Be Held On June 9

The ASCOM, the great African meeting of communication is announced for June 9, 2022 in Abidjan. Under the high patronage of Amadou Coulibaly, Minister of Communication and Digital Economy, Government Spokesman, this 9th edition brings together the major players in communication, marketing, and events.

The ASCOMs will be celebrating their 15th anniversary on June 9th. A new era punctuated by a new momentum. The celebration is placed under the sign of dynamic reflection to dissect a journey marked by determination and outline promising prospects for the continental communication industry. Since its launch in 2007, the ASCOM has established itself in Côte d'Ivoire, and in Africa, as a reference event in the world of communication. An event whose reputation has grown over the years. The proof is the participation of Jacques Séguéla and Mercedes Erra; these two world figures in communication, as guests of honor, have made impression by delivering outstanding conferences. It is on this same momentum that the meeting is going to hold with renowned speakers for fruitful exchanges. The Agenda includes the following:

- The inaugural conference of Gilles Acogny, Founder and CEO at Acosphère on the topic entitled "Sales and Marketing at the Service of the Company";
- Two panels on the topics entitled "A New Era, a New Impetus: How to Build an Innovation Culture?" and "Communication, a Niche of Opportunities: What Training is Required to be Competitive on the Labor Market?";
- The Great Conversation with Paul-Emmanuel Reiffers, President and Founder of Mazarine Group on the topic "Com-



munication at the Service of Luxury, Art, and Culture";

- The Great Conversation with Stéphane Fouks, Vice-President of Havas Group on the topic entitled "What communication to accelerate economic development?"

The day will also be marked by two major events including ASCOM Inside during which Companies present their successful concepts and know-how, and ASCOM Awards through which professionals, agencies, businesses, communities, and personalities with talent, innovation,

resilience, and perseverance will be honoured. In addition, the success stories attending this event will reveal and share their experiences. Note that this great communication sector meeting is an initiative of Michel Russell Lohoré, a multi-card journalist who brings together economy, culture, politics, and society. This renowned Ivorian journalist is also the initiator of the African Economy Builders Awards and the African Economic and Financial Press Forum (FAPEF).

Adapted and Translated from French into English by:
Albéric Djomaki,

CEO at LMS (www.lmsgroupafrica.com)
American Translators Association (ATA) Associate Member

References:

<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/jif-2022-la-fondation-moov-africa-celebre-les-femmes-handicapees/>
<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/africa-investment-forum-des-projets-bancables-de-plus-de-50-milliards-de-dollars-a-decouvrir/>
<https://leconomistebenin.com/2022/03/06/inclusion-economique-dans-le-monde-le-benin-parmi-les-23-pays-a-ameliorer-leur-lois-en-faveur-des-femmes/>

Vaccin contre la COVID-19

Plus de peur que de mal, la dose qui protège

La campagne de vaccination contre la COVID-19 a été lancée au Bénin le 29 Mars 2021. Depuis plus d'un an, le vaccin n'a cessé d'être objet de plusieurs polémiques qui nourrissent la réticence de la population. Et pourtant, ils sont plus de deux millions de personnes bien portant qui se sont vaccinées au Bénin.

● Félicienne HOUËSSOU

Lors de la cérémonie de lancement de la campagne de vaccination, le ministre de la Santé, le professeur Benjamin Hounkpatin, est le tout premier à recevoir sa première dose de vaccin, le 29 mars 2021. Le 15 juin 2021, alors qu'il lançait la deuxième dose, le ministre laisse entendre : « je viens de prendre ma deuxième dose et je suis encore en vie, bien portant. Je voudrais demander à la population de laisser de côté la peur suscitée par les informations reçues çà et là afin de sortir massivement se faire vacciner. C'est important pour vaincre la maladie et il faut obligatoirement les deux doses ». Mais, l'hésitation demeure dans le rang des Béninois qui restent réticents en dépit de tout.

Et pour cause, des polémiques alimentées sans éléments probants, qui aggravent la psychose. « Lorsqu'on a lancé la vaccination au Bénin, j'étais vraiment sceptique. Il y avait trop de rumeurs autour », indique Christine Aguidi, secrétaire dans une entreprise privée à Akpakpa, quartier de Cotonou, qui a été guérie de la Covid-19, il y a de cela quelques mois. « Après avoir contracté le coronavirus, j'ai eu très peur et regretté de n'avoir pas fait le vaccin », confie-t-elle. En effet, Christine Aguidi se sentait très forte face au Covid-19, car, elle se gavait de plusieurs infusions de plantes thérapeu-



tiques. « Malgré toutes les tisanes que j'ai prises, j'ai contracté le virus. C'est donc là que j'ai commencé par penser à faire la vaccination. Lorsque j'ai pris mon courage à deux mains et je suis allée me faire vacciner, j'ai compris que c'est comme tout autre vaccination », assure-t-elle. Elle ajoute, « désormais, avec mes doses, comme inscrit sur ma carte de vaccination, "Je suis vaccinée. Je suis protégée. Je protège les autres ».

2.568.857 personnes déjà vaccinées

Tout comme dame Christine, nombreux sont les Béninois qui pensent que le vaccin contre la Covid-19 pourrait avoir des effets secondaires graves pour la santé. Ces vaccins sont pourtant issus de grands laboratoires connus et expérimentés. Ils sont testés selon les normes internationales au cours de leur développement. De plus, seuls les vaccins dont la sécurité, l'efficacité et la qualité répondent aux normes sont approuvés pour utilisation au Bénin. Selon le témoi-

gnage de Claude Houeglo, enseignant à Hèvié, les vaccins contre la Covid-19 sont sans danger pour la santé. « Je me suis fait vacciner dès que la campagne a été lancée. Je me suis également assuré que ma petite famille le fasse. Nous n'avons pas ressenti d'effets secondaires. Ni ma femme, ni mon fils ne se sont plaints depuis plusieurs mois », assure-t-il. Chose que confirme Charlotte Sossoukpè, aide-soignante qui fait partie du personnel sanitaire, contraint à la vaccination. « La seule chose que j'ai ressentie comme effet secondaire, c'est que pendant une période, j'avais l'appétit de façon récurrente », souligne-t-elle. A la date du 27 Mars 2022, au total 2.568.857 personnes ont fait le choix éclairé de se vacciner au Bénin contre le coronavirus, selon l'OMS Bénin. Ainsi, le taux de couverture vaccinale est de 33,22% de la population cible. Toutefois, la conclusion des chercheurs est sans équivoque : l'immunité collective nécessite une couverture vaccinale de 80%.

Ligue des champions 2022

Top 10 des clubs qui ont gagné le plus

Le Real Madrid a tout gagné cette saison 2022 : la Coupe aux grandes oreilles et la plus grosse part du gâteau financier partagé par l'UEFA. Appelez-là, « decimocuarta ». La quatorzième en Espagne, comme le nombre de Ligue des champions gagnées par le Real Madrid, après le succès d'hier samedi, sur Liverpool (1-0), en finale de l'édition 2022. Le club espagnol élève un peu plus son propre record, et chaque victoire de la Coupe aux grandes oreilles, rapporte son pactole.

Le Real Madrid remporte la C1 et le pactole financier avec

Cette dernière va rapporter, selon nos estimations à la redac de Sportune, la coquette somme de près de 140 millions d'euros. Et cela, à l'ajout de tous les postes de recettes que nous avons simulé : prime commune aux 32 équipes au départ, bonus à la performance en phase de groupes, puis en éliminatoires, part du classement au coefficient et marketpool, qui équivaut aux droits de l'audiovisuel.

Les 10 clubs qui ont gagné le plus financièrement de la Ligue des champions 2022

1. Real Madrid = 138,097 M€
2. Liverpool = 120,468 M€
3. Bayern Munich = 111,175 M€
4. Manchester City = 111,423 M€
5. Paris Saint-Germain = 93,606 M€
6. Atlético Madrid = 96,335 M€
7. Chelsea FC = 94,201 M€
8. Villarreal = 80,058 M€
9. Manchester United = 80,832 M€
10. Juventus = 78,721 M€

"Maintien des filles à l'école" dans le Couffo

Educo forme les facilitateurs et superviseurs sur le guide de l'animateur

La salle de conférence de Graib-Ong à Azové a abrité les mardi 24 et mercredi 25 mai 2022, un atelier de formation sur le guide d'orientation de l'animateur.

Organisé par Educo grâce à l'appui financier de la banque mondiale, ledit atelier de formation vise à amener les facilitateurs et superviseurs du sous projet "Maintien des filles à l'école" à cerner tout le contenu du guide d'orientation pour la réussite de leur mission sur le terrain. C'est pourquoi à l'entame des travaux le Directeur exécutif, Brice Koko de groupe de recherche aux initiatives de base pour un développement durable (Graib) Ong a exhorté les participants à bien suivre les activités pour maîtriser le contour du guide. "Je vous invite à donner une bonne image à notre projet à travers ce livre sacré que vous devez maîtriser et bien l'exploiter", a-t-il conseillé. Médard G. Médjigbodo, facilitateur communautaire à Educo explique que la réalisation de ce guide s'inscrit dans la logique de rendre disponible un document d'orientation du personnel terrain pour la mise en œuvre des activités du sous-pro-



jet "Maintien des filles à l'école". "D'un point de vue pédagogique, ce guide permettra d'outiller les facilitateurs et superviseurs pour une mise en œuvre efficace des interventions du projet", a-t-il ajouté. Durant les deux jours de formation, les participants ont été entretenus sur cinq importantes communications. Il s'agit de généralités sur le guide du facilitateur ; adolescentes, média et tic ; hygiène menstruelle et santé sexuelle ; genre, égalité des sexes et droits ; circuit de collecte des données, outils de suivi

évaluation et rapportage. Il faut noter que le sous-projet "Maintien des filles à l'école" est le troisième sous-projet de la composante 12 du projet Swedd. Il entend impacter au total 45240 filles scolarisées issues de familles pauvres et extrêmes pauvres des 77 communes du Bénin. Il vise à augmenter le taux de rétention des filles à l'école plus précisément au niveau des enseignements secondaires, technique et de la formation professionnelle, d'ici 2023.

Gaétan NATO
(Correspondant/ Mono-Couffo)

Manquement grave à la direction du Ragiem-B

Saturnin Gnambakpo démis de ses fonctions

Le maire de Bohicon, Me Rufino d'Almeida, par arrêté N°12C/058/Mcb/Cc/SP, a suspendu Saturnin Gnambakpo, à la tête de la direction de la Régie autonome de gestion des infrastructures économiques de Bohicon (Ragiem-B). C'était le vendredi 27 mai 2022. Selon l'arrêté de suspension, le maire reproche au mis en cause d'avoir procédé d'une part à la nomination arbitraire par note de service n°017/Mcb/Ragiem-B/De/Aaf des superviseurs des gares routières de la Commune, sans l'avis du conseil d'exploitation, en violation des textes instituant ladite régie, notamment de l'article 26 des statuts de la Ragiem-B. Et d'autre part, de l'opposition du directeur de la Ragiem-B, par cet acte aux instructions formelles de la tutelle administrative à la suspension de toute nomination dans les administrations communales, en attendant la prise des décrets d'application de la loi 2021-14 du 20 décembre 2021, portant code de l'administration territoriale en République du Bénin. Et que par conséquent,



Saturnin Gnambakpo est coupable de faute lourde, déviances et de manquement grave aux devoirs et à la déontologie administrative. En conséquence à l'acte posé, Saturnin Gnambakpo a perdu son poste de directeur de la Ragiem-B. Pour la continuité du service public, l'autorité communale a désigné Joël Adandonon pour assurer l'intérim du directeur de la Ragiem-B durant la période de suspension, cumulativement avec sa fonction de chargé de recouvrement et du contentieux. Cette décision prise par le maire fait couler beaucoup d'encre et de salive. Elle est di-

versement appréciée surtout quand on sait que Saturnin Gnambakpo, ancien chef du service des affaires économiques, avait été condamné en 2018 pour détournement de deniers publics. Sous l'ancienne mandature, il a été radié de l'effectif du personnel de la Mairie de Bohicon. Mais en 2020, la nouvelle équipe l'a réhabilité en le mettant, suite à un test, à la tête de Ragiem-B. Quelques mois plus tard il tombe devant l'ennemie qui n'avait jamais voulu qu'on le réintègre.

Rock Amadji
(Correspondant
Zou-Collines)

L'économiste

du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin

N° 0997 MISP/DCSG/DAISCC de 251007

www.leconomistebenin.com



VOUS SOUHAITE

BONNE FÊTE

des **MÈRES**



LeconomisteBen1



leconomistbenin1@gmail.com



(+229) 60917800/ 95429626



L'Economiste du Bénin



www.leconomistebenin.com

CMJN

CMJN